

ÊTRE ITINÉRANT

Le deuxième bulletin sur l'itinérance à Ottawa (Jan-Déc 2005)

Publié février 2006

Note C+ De bien maigres progrès.

Itinérance	Année de référence		Changement
	2004	2005	
# de personnes ayant séjourné dans les refuges	8 664	8 853	2% de plus
<i>Hommes adultes</i>	4 845	4 905	
<i>Femmes adultes</i>	1 221	1 267	
<i>Jeunes</i>	509	543	
<i>Familles</i>	631	668	
# d'utilisations de lits dans les refuges	323 612	310 299	4% de moins
Durée moyenne des séjours dans les refuges (# jours)	38	36	4% less
<i>Hommes adultes</i>	40	39	
<i>Femmes adultes</i>	31	32	
<i>Jeunes</i>	23	17	
<i>Familles</i>	45	37	

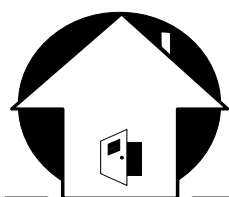
Logement

# d'unités de logement social (datant d'avant 1995)	22 400	22 400	
# d'unités avec supplément au loyer	3 000	3 085	
# d'unités de logement avec service de soutien	500	669	1% de plus
# d'unités d'Action Ottawa & de l'INSA*	356	441	
# de ménages en attente d'un logement social	10 500	9 914	
# de ménages en attente d'un logement avec service de soutien	2 000	2 214	3% less
Indicateurs du marché			
Taux d'inoccupation	3,9%	3,3%	0,6% de moins
Loyer moyen pour un 1 ch. à coucher	771 \$	762 \$	1% de moins

Revenu

Aide sociale pour une personne seule	520 \$	536 \$	3% de plus
Prestations POSPH pour une personne seule	930 \$	959 \$	3% de plus
Moyenne mensuelle # de cas d'Ontario au travail	17 879	17 552	2% de moins
Salaire minimum	7,15 \$	7,45 \$	4% de plus
Augmentation de l'indice des prix à la consommation	N/A	2,3%	N/A

Sources *Itinérance*: SISA Ville d'Ottawa; *Logement*: Ville d'Ottawa, comprend *Initiative nationale pour les sans-abri et SCHL; *Revenu*: Site Web de la province de l'Ontario.



L'Alliance pour mettre un terme à l'itinérance à Ottawa est une coalition de partenaires communautaires qui s'engagent à collaborer pour éliminer l'itinérance en essayant de mieux comprendre le phénomène pour ensuite élaborer et mettre en œuvre des stratégies visant à y mettre

un terme. Pour en savoir plus au sujet de l'Alliance ou pour télécharger la version PDF, en français ou en anglais, de notre bulletin annuel, visitez notre site à

www.endhomelessnessottawa.ca

Les organismes de services sociaux et communautaires d'Ottawa ont déployé de grands efforts pour venir en aide au grand nombre de personnes itinérantes ou à risque de le devenir en 2005.

Malgré tous ces efforts, les progrès réalisés pour mettre fin à l'itinérance ont été bien minces l'an dernier : séjours plus courts dans les refuges pour certains, création de nouvelles unités de logements avec service de soutien et de logements abordables, ainsi qu'une faible baisse des loyers sur le marché locatif privé.

Il y a également eu de petites augmentations de revenus pour les personnes recevant des prestations de soutien au revenu ou travaillant au salaire minimum.

Toutefois, ces gains minimes au niveau du logement et du revenu ne peuvent compenser l'augmentation du nombre de personnes itinérantes à Ottawa, en 2005.

Nos notes

A = Progrès important

B = Petits progrès

C = Pas de progrès (C+ = maigres progrès)

D = Quelques pertes

E = Pertes importantes



Une famille de la région... un problème à l'échelle nationale



L'histoire d'une famille

Je suis travailleur en prévention d'éviction. Nous faisons partie d'un réseau regroupant six agences de la ville d'Ottawa. Lorsque les gens traversent des situations de crise, que ce soit pour cause de mauvais traitements, de perte d'emploi, de revenu insuffisant ou de problèmes de santé physique ou mentale, ils peuvent avoir de la difficulté à payer leur loyer. Ils se retrouvent en situation précaire et se font évincer de leur logement. En ce moment, je travaille avec plusieurs personnes qui souffrent d'anxiété et qui sont en proie aux phobies. La pauvreté, le manque d'options au niveau du logement et la stigmatisation attachée à la dépression ou au fait d'être pauvre pèsent lourd sur les gens.

Voici le cas d'une mère et de son enfant que j'avais d'abord rencontrés dans un refuge. Ils ont emménagé dans une unité du marché locatif privé, et presque tout leur revenu était consacré à payer le loyer. Ils avaient un toit, mais ce logement ne répondait pas aux normes de propriété. C'était malheureusement tout ce qu'ils pouvaient se permettre. En hiver, le froid et la neige passaient sous la porte. Il y avait des moisissures, ce qui faisait en sorte que le plafond leur tombait littéralement sur la tête. Nous avons alerté les responsables des normes de propriété. Le propriétaire a accepté de les dégager de leur bail. L'endroit a été condamné. La mère est retournée vivre avec son conjoint, mais celui-ci a commencé à la maltraiter, alors elle s'est retrouvée à la rue une fois de plus. Après trois ans sans domicile fixe, la mère et l'enfant se sont enfin vus offrir une unité de logement social. Ils avaient vécu des stress, tant sur le plan physique que mental, et beaucoup de bouleversements. Quand ils sont venus visiter l'unité de logement, le fils qui avait seize ans à l'époque a déclaré « Je vais enfin pouvoir inviter des amis à la maison. »

Solutions | Recherche

Pour une compréhension du phénomène à l'échelle nationale

Par Elizabeth Debicka, SISA, Secrétariat national pour les sans-abri, et Ellen Herreria, coordonnatrice régionale du SISA pour l'Ontario.

Une base de données appelée SISA (Système d'information sur les personnes et les familles sans-abri) permet de recueillir des données sur l'itinérance au Canada. Les refuges d'urgence de plusieurs villes peuvent maintenant échanger des statistiques sur les données démographiques et la durée des séjours des personnes qui ont recours à leurs services. La protection de la vie privée de leur clientèle est assurée.

§ L'Initiative nationale pour les sans-abri (INSA) estime à 150 000¹ le nombre de personnes au Canada (environ une personne sur 200) qui connaissent ou ont connu l'itinérance au cours de la dernière année.

§ Cette estimation prudente ne tient pas compte des personnes qui vivent dans des logements ne répondant pas aux normes et dans des logements temporaires ou surpeuplés.

§ À ce jour, on compte au Canada 22 627 lits (occupation régulière et excédentaire) répartis dans 852 refuges. Une analyse des statistiques à l'échelle nationale sera bientôt rendue publique.

¹ Ce nombre provient d'une analyse des données tirées du Programme national de recherche, de l'Initiative nationale SISA et des statistiques sur l'utilisation des refuges au Canada, réalisée par l'INSA en 2004, de même que des données provenant du système des refuges. Les données proviennent des villes de : Montréal, Toronto, Vancouver, Ottawa, Calgary, Edmonton, Québec, Winnipeg, Hamilton, Halifax, Victoria, Saskatoon, Regina et Sudbury

Qu'est-ce que l'itinérance ?

■ Vivre dans la rue. ■ Passer la nuit dans un abri temporaire. ■ Demeurer dans des endroits inadaptés à l'habitation humaine
■ Se déplacer sans cesse d'un arrangement d'un logement temporaire à un autre fourni par des étrangers, des amis ou la famille (« couch surfing »).

Qui risque l'itinérance ?

Les familles et les individus peuvent perdre leur logement pour une multitude de raisons : réaction à de l'abus physique, perte d'emploi, ou revenu ne permettant pas d'occuper un logement convenable. Certains individus sont à risque dû à une maladie mentale, une consommation abusive d'alcools et autres drogues, l'absence d'aptitudes à la vie quotidienne ou l'incapacité de vivre seul.



Services de prévention d'éviction au Centre du sud-est d'Ottawa pour une communauté en santé

Table des matières

Pg 1	Itinérance, logement et revenu : progrès réalisés
Pg 2	L'histoire d'une famille
Pg 2	Pour une compréhension du phénomène à l'échelle nationale
Pg 3	Ce qui a changé en 2005
Pg 3	Utilisation des refuges en 2005
Pg 4	L'histoire d'un homme
Pg 4	Stratégies de « logement d'abord »
Pg 5	Étude longitudinale sur les sans-abri
Pg 6	L'itinérance chez les jeunes
Pg 7	Un nouveau modèle de refuge pour les jeunes
Pg 8	Ce qu'il en coûte pour avoir son chez-soi
Pg 9	Le logement abordable et approprié
Pg 10	Les haltes accueil – un abri sûr pendant la journée
Pg 11	L'histoire d'une femme
Pg 11	Les femmes et l'itinérance
Pg 12	Logement et santé
Pg 13	Itinérance, logement et réduction des dommages
Pg 14	L'histoire d'un adolescent
Pg 14	Pas d'emploi sans expérience préalable
Pg 15	Une collectivité qui inclut tout le monde
Pg 16	Message de l'Alliance pour mettre un terme à l'itinérance

Ce qui a changé en 2005 ?

À Ottawa, 1 % de la population étaient sans-abri l'année dernière :

les progrès réalisés pour mettre fin de l'itinérance méritent un « C+ »

En 2005, à Ottawa, 8 853 personnes ont connu l'itinérance : pour une population de près de 800 000 habitants, cela représente environ 1 %. Depuis 2004, il y a eu une légère augmentation du nombre de personnes itinérantes à Ottawa. Cependant, la durée des séjours dans les refuges d'urgence a diminué, particulièrement pour ce qui est des jeunes et des familles.

Vu la taille considérable du marché immobilier d'Ottawa, on ne prévoyait pas de changements majeurs depuis la publication du premier bulletin sur l'itinérance en 2005. Quelques pas dans la bonne direction ont néanmoins été faits. Il y a 586 ménages de moins d'inscrits au Registre de logement social. Le parc de logements sociaux d'Ottawa permet toujours à plus de 22 000 ménages d'avoir un logement abordable. Toutefois, presque 10 000 ménages sont toujours en attente d'un logement social.

Le nombre de logements avec service de soutien est passé de 500 à 670. Dans ces projets immobiliers, les résidents bénéficient de services d'aide sur place. Le logement avec service de soutien représente une étape importante vers l'autonomie. Malgré cette augmentation du nombre d'unités de logement avec service de soutien, la liste d'attente pour ce genre de logement s'est allongée au cours de la dernière année; elle compte maintenant plus de 2 000 noms. Il y a aussi eu une légère augmentation du nombre d'unités avec supplément au loyer mises à la disposition des personnes souffrant de maladie mentale grave et persistante par l'entremise du Ministère ontarien de la Santé et des Soins de longue durée.

Les ententes fédérales provinciales visant à accroître l'accessibilité au logement abordable portent lentement fruit. Depuis 2000, quelques 440 unités ont été construites sous l'initiative d'Action Ottawa. En 2005, il y a eu construction de 85 nouvelles unités de logement abordable à Ottawa, dont 60 % (51) peuvent être attribuées aux personnes en attente d'un logement social. Un autre 420 unités sont en cours de réalisation. De plus, la ville d'Ottawa autorise maintenant l'aménagement d'appartements auxiliaires sur tout son territoire, ce qui permet la location d'appartements au sous-sol et pourrait faire augmenter le nombre de logements abordables. La SCHL a signalé une baisse au niveau des loyers, ce qui s'est traduit par une légère diminution du taux d'inoccupation, les logements se louant plus facilement.

Un grand nombre de sans-abri ou de personnes à risque de le devenir dépendent du système de soutien au loyer (Ontario au travail ou Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées) ou travaillent au salaire minimum. L'année dernière, les prestations de soutien au loyer en Ontario ont connu une augmentation de 3 %, la première en dix ans. Le salaire minimum est également passé de 7,15 \$ à 7,45 \$ en 2005. Une autre augmentation en 2006 vient de le faire passer à 7,75 \$. Toutefois, une personne qui ne gagne que ce salaire ou à peu près consacrera une partie importante de ses revenus à se loger au prix du marché immobilier à Ottawa (voir page 8).

De petits pas dans la bonne direction

De petits progrès ont été réalisés au cours de la dernière année, notamment en ce qui concerne l'augmentation du nombre d'unités de logement avec service de soutien et de logement abordable. Les gens qui obtiennent du soutien au logement ou qui travaillent au salaire minimum ont également vu leur revenu augmenter légèrement. Toutefois, ces gains minimes au niveau du logement et du revenu ne peuvent compenser pour l'augmentation du nombre de personnes itinérantes à Ottawa en 2005.

Les organismes de services sociaux et communautaires d'Ottawa ont déployé de grands efforts pour venir en aide au grand nombre de personnes itinérantes ou à risque de le devenir en 2005. Cependant, pour vraiment réussir réduire l'itinérance dans notre ville, nous devons obtenir un engagement ferme de la part des principaux paliers de gouvernement en ce qui concerne l'augmentation du nombre de logements abordables et l'augmentation des revenus des personnes et des familles vivant sous le seuil de la pauvreté. Un grand nombre de personnes et de familles de la région d'Ottawa sont toujours à risque de devenir itinérantes. Étant donné les gains très minimes observés, nous décernons la note C+ à l'ensemble du progrès réalisé pour mettre fin de l'itinérance à Ottawa.

À Ottawa, 1035 enfants étaient sans-abri en 2005

Le numéro d'assistance téléphonique pour les sans-abri est le 580-2626

Pour obtenir de l'aide (autre qu'une ambulance) pour une personne dans la rue (Ville d'Ottawa)



Chambre d'un refuge pouvant accueillir une famille, Ville d'Ottawa

Utilisation des refuges en 2005*

En 2005, 8 853 personnes différentes ont eu recours au système de refuges d'Ottawa. On remarque de légères augmentations dans toutes les catégories, sauf pour le nombre d'enfants dans les familles.

	2004	2005
Personnes itinérantes séjourné dans un refuge		
Total	8 664	8 853
Hommes adultes	4 845	4 905
Femmes adultes	1 221	1 267
Jeunes	509	543
Familles	631 (1 092 enfants et 997 adultes)	668 (1 035 enfants et 1 103 adultes)
Durée moyenne d'un séjour (# jours)		
Total	38	36
Hommes adultes	40	39
Femmes adultes	31	32
Jeunes	23	17
Familles	45	37
Le nombre moyen de personnes utilisant les refuges chaque jour		
	932	880

*Basé sur la première comparaison d'année-au-dessus-année des données de le Système d'information sur les personnes et les familles sans-abri (SISA) installé dans les refuges d'urgence d'Ottawa.

Il y avait 964 lits dans les refuges à Ottawa en 2005 : 510 pour hommes seuls; 108 pour femmes seules; 36 pour les jeunes; 260 pour les familles; 25 pour une population mixte et 25 pour accueillir le trop-plein (des lits supplémentaires sont mis à la disposition selon les besoins). De plus, 64 lits sont réservés aux femmes et aux enfants qui fuient la violence conjugale.

La solution passe par le logement

Solutions ï ð Recherche



L'histoire d'un homme

J'ai 53 ans et je viens de Longueuil, au Québec. Pendant plusieurs années, j'ai été superviseur dans un important refuge pour sans-abri de Montréal. Maintenant, je suis moi-même un sans-abri et je vis à l'Armée du Salut. Ça me fait tout drôle. J'ai cessé de travailler à la mission parce que j'étais déprimé et que les médecins m'ont dit que je souffrais de schizophrénie. J'ai quitté mon emploi et je suis allé jusqu'à Vancouver et Calgary. Je vivais chez des amis ou dans des refuges. J'étais en route pour Montréal quand j'ai dû arrêter à Ottawa parce que j'avais des douleurs à la poitrine. Les médecins ont trouvé du sang dans mon estomac, mes intestins et mon foie, alors j'ai passé un mois et demi à l'hôpital. Maintenant, je suis ici, à l'Armée du Salut. Ils m'ont sauvé la vie. Être sans-abri, c'est très difficile, on devient très solitaire. Je commence à déprimer, alors j'essaie de me tenir occupé. La fin du mois approche, et je veux être parti d'ici. J'aimerais me louer un studio à Ottawa, à 500 \$ ou 600 \$ par mois, mais je ne reçois que 660 \$ d'aide sociale, alors c'est impossible. À certains endroits, on exige le loyer du premier et du dernier mois, ce qui fait plus de 1 100 \$, alors ça aussi c'est impossible. J'aimerais trouver du travail dans une compagnie, mais on me demandera si je suis en santé, et je devrai répondre que non. J'ai un triple pontage, un stimulateur cardiaque, et j'ai 53 ans. Aucune compagnie ne voudra m'engager parce qu'ils préféreront engager un jeune de 20 ans. J'ai besoin de l'aide d'un travailleur social, d'un travailleur social de la rue. J'ai mis mon nom sur une liste, mais on m'a dit que ça prendrait deux ans. Je ne sais pas si je serai encore en vie dans deux ans. Chaque refuge devrait avoir un travailleur social sur place.



Une salle d'hommes à l'Armée du salut

Stratégies de « logement d'abord »

Par Tim Aubry, Centre de recherche sur les services communautaires, Université d'Ottawa.

Que se passe-t-il lorsque vous offrez leur propre appartement aux personnes itinérantes aux prises avec des problèmes psychiatriques ou de toxicomanie? Vous serez peut-être surpris d'apprendre que la majorité d'entre elles réussissent à garder ce logement! C'est du moins la conclusion d'une recherche menée par *Pathways to Housing*, un organisme communautaire qui a vu le jour dans la ville de New York en 1992. En fait, *Pathways* connaît un tel succès que l'*American Psychiatric Association* lui a décerné en 2005 le *Gold Award* pour services à la communauté. La Maison blanche a même débloqué des fonds pour que cette approche soit appliquée dans d'autres villes des États-Unis.

Le modèle *Pathways*, mieux connu sous le nom de « Un logement pour tous », a trois volets principaux. D'abord, on aide les clients à emménager immédiatement dans un logement du marché régulier. Ensuite, on leur offre de l'aide pour gérer leur argent et s'assurer qu'ils payent leur loyer, fixé à 30 % de leurs revenus. Enfin, on leur donne accès à une équipe multidisciplinaire de professionnels en santé mentale qui les aide à s'intégrer dans la collectivité.

Un essai clinique a permis de comparer l'approche de *Pathways* à l'approche habituelle qui consiste à encourager l'abstinence chez cette clientèle pour éventuellement leur offrir un logement. La recherche a démontré qu'une plus grande proportion de la clientèle de *Pathways* (75 %) avait conservé son logement après 48 mois, comparativement à la clientèle traitée selon l'approche habituelle (50 %).¹ Et on ne remarque pas de différences entre les deux groupes au niveau de la consommation d'alcool ou de drogues ou de la gravité des symptômes psychiatriques.

Des résultats aussi impressionnants apparaissent également dans l'évaluation du projet pilote d'urgence pour les sans-abri (*Emergency Homelessness Pilot Project*) menée par la ville de Toronto pour venir en aide au groupe de personnes évincées de *Tent City* (le «village de toile»), en 2002². Ce projet a permis d'offrir à des personnes ayant une histoire d'itinérance chronique un logement du marché locatif privé grâce à un programme de supplément au loyer et à des services de soutien dans la collectivité. Dix-huit mois après la mise en œuvre du projet, la grande majorité des résidents de *Tent City* (88 %) avait un logement stable.

Le succès que remportent les programmes donnant la priorité au logement, tels que celui de *Pathways to Housing* dans la ville de New York, remet en question les préjugés populaires voulant que certaines personnes choisissent de vivre dans la rue ou que les personnes ayant une histoire d'itinérance chronique soient incapables de conserver un logement. Il démontre également l'importance d'avoir des logements abordables si on veut combattre l'itinérance et maximiser l'efficacité des services de soutien. ¹ Padgett, D. K., Gulcur, L., & Tsemberis, S. (2006).

Housing first services for people who are homeless with co-occurring serious mental illness and substance abuse. Recherche sur les pratiques en travail social, 16, 74-83. ² Gallant, G., Brown, J., & Tremblay, J. (2004). Tent City to Housing: An Evaluation of the City of Toronto's Emergency Homelessness Pilot Project. Auteurs: Toronto, ON.

Services de proximité

La camionnette d'action sociale de l'Armée du salut patrouille les rues du centre-ville sept jours par semaine, de midi à 4 heures du matin, pour s'assurer que tout le monde est en sécurité et pour offrir du transport vers un refuge à ceux qui le désirent. Ces patrouilleurs de l'Armée du salut ont établi un contact avec plus de 3 300 personnes – 2 260 hommes et 1 070 femmes – en 2005. Environ 1 300 personnes ont accepté d'aller dans un refuge.

Groupe d'étude — savoir ce qui se passe à long terme

Une équipe de chercheurs s'est penché sur le phénomène de l'itinérance à Ottawa et a suivi un groupe d'étude composé de personnes itinérantes – des adultes seuls, des familles et des jeunes – pendant un certain temps. Cette étude a été financée par le Conseil de recherches en sciences humaines et par l'Initiative nationale pour les sans-abri, par l'entremise de la ville d'Ottawa. En 2004 et 2005, deux ans après une première entrevue, une équipe du Centre de recherche sur les services communautaires regroupant des gens de l'Université d'Ottawa, de l'Université Carleton et de l'Université St-Paul a interviewé pour une seconde fois 255 (62 %) des 412 personnes itinérantes rencontrées au début de l'étude.

Laisser l'itinérance derrière soi

La bonne nouvelle, c'est qu'environ les trois quarts (76 %) de ces personnes avaient un logement au moment de la deuxième rencontre. Elles étaient considérées comme ayant un logement stable si elles occupaient leur propre logement depuis 90 jours ou plus.

La plupart vivaient dans un appartement (52 %), une maison en rangée (17 %) ou une maison (14 %). Plus des trois quarts (79 %) des personnes ayant un logement jugeaient la qualité de celui-ci comme étant « assez bonne » ou « très bonne ».

Il y avait des différences significatives entre les différents sous-groupes

- § Pratiquement toutes les familles (97 %) avaient un logement. De tous les sous-groupes, ce sont les familles qui en moyenne occupaient leur logement depuis plus longtemps (une moyenne de 646 jours).
- § En contraste, moins de la moitié des hommes seuls (47 %) n'étaient plus itinérants.
- § De même, de tous les sous-groupes, ce sont les hommes seuls ayant un logement qui occupaient celui-ci pour la plus courte durée (une moyenne de 265 jours).

Pourcentage des personnes et des familles faisant partie de l'étude et occupant un logement au moment du suivi	
Sous-groupe	Logé
58 Familles	97 %
50 Jeunes femmes	90 %
55 Femmes seules	73 %
49 Jeunes hommes	67 %
43 Hommes seuls	47 %

Chemins dans le logement

Un examen de la situation du logement au cours de la période de deux ans s'étant écoulée entre la première et la deuxième entrevue révèle que bon nombre des personnes participant à l'étude avaient connu de multiples déménagements, ce qui suggère que leur situation demeure précaire sur ce plan.

- § Les jeunes femmes et les jeunes hommes étaient les plus instables, avec une moyenne de cinq déménagements au cours de cette période de deux ans.
- § Les familles démontraient la plus grande stabilité avec, en moyenne, moins de deux déménagements.
- § Les participants ont reconnu qu'une vaste gamme d'organismes communautaires les avaient aidés à vaincre l'itinérance, particulièrement les refuges d'urgence, les centres de jour, les services d'aide au logement, les centres de ressources communautaires et les centres de santé.

L'équipe de chercheurs analyse présentement les données provenant des deux entrevues afin de déterminer les facteurs qui aident ou qui nuisent aux personnes et aux familles qui veulent vaincre l'itinérance.

Moyenne du nombre de déménagements au cours des deux ans depuis la première itinérance	
Sous-groupe	Moyenne des déménagements
50 Jeunes femmes	5,0
49 Jeunes hommes	4,9
43 Hommes seuls	4,2
55 Femmes seules	3,0
58 Familles	1,8

Montants consacrés au logement

Parmi les participants qui avaient un logement, 40 % ont dit recevoir un supplément au loyer.

- § Une vaste majorité des familles occupant un logement (78 %) et près de la moitié des femmes seules dans la même situation (47 %) ont indiqué vivre dans un logement subventionné.
- § En contraste, aucun des hommes seuls occupant un logement n'a décrit celui-ci comme étant subventionné.
- § Ces différences entre les sous-groupes s'expliquent sans doute par la priorité accordée aux familles et aux femmes victimes de violence conjugale en attente d'un logement social.

Logements non-subventionnés

- § Près des deux tiers (65 %) des personnes et des familles vivant dans des logements non subventionnés consacrent plus de 30 % de leur revenu au loyer, ce qui les met à risque de connaître de nouveaux épisodes d'itinérance.
- § Une majorité de femmes seules (56 %) et d'hommes seuls (57 %) vivant dans un logement non subventionné consacraient

Coût du loyer pour les participants vivant dans des logements non subventionnés	
Sous-groupe	Loyer mensuel moyen
11 Familles	672 \$
17 Hommes seuls	488 \$
19 Femmes seules	478 \$
24 Jeunes hommes	347 \$
36 Jeunes femmes	159 \$

Moins de la moitié des hommes seuls (47 %) ont réussi à vaincre l'itinérance

L'itinérance chez les jeunes – un phénomène troublant

« Le problème des jeunes itinérants ne se pose pas qu'au centre ville . . . nous avons des jeunes qui viennent de Kanata, de Barrhaven et d'Orléans pour nous demander de l'aide. »

Membre du personnel du programme d'aide au logement du Bureau des services à la jeunesse (BSJ)

La présence de jeunes parmi les sans-abri n'a cessé d'augmenter au cours des dix dernières années. Nous les voyons de plus en plus vagabonder d'un endroit à un autre, vivant dans des refuges, dans la rue, chez des amis, dans des édifices abandonnés ou dans d'autres situations à risques.

Le chemin menant à une vie meilleure est souvent parsemé d'embûches qu'ils doivent surmonter, comme la solitude et la peur, la discrimination, la pauvreté, la toxicomanie, ainsi que les mauvais traitements.

Bon nombre d'entre eux luttent pour obtenir un logement sûr et abordable en naviguant tant bien que mal dans le système d'aide sociale et en tentant de surmonter les obstacles qu'ils rencontrent.

Selon des données récentes, 543 jeunes itinérants avaient séjourné dans un refuge à un moment ou à un autre, en 2005. Ce nombre n'inclut que les jeunes qui fréquentent les refuges – pas les nombreux jeunes qui passent d'un logement temporaire à un autre (*couch surf*), qui vivent chez des amis ou des proches, dans des espaces publics ou dans la rue.

« N'oublions pas que ce sont nos enfants . . . qu'ils vivent leur adolescence . . . une période complexe de leur vie, qu'ils expérimentent toute l'incertitude liée à la jeunesse. Nous voulons qu'ils trouvent un logement, un emploi, qu'ils aillent à l'école, alors qu'ils ont connu beaucoup de bouleversements dans leur vie. »

Membre du personnel du le BSJ

L'itinérance est un problème complexe qui découle d'une multitude de facteurs. Les pressions subies dans le marché du logement et de l'emploi, la faiblesse des revenus et la diminution des prestations d'aide sociale sont tous des facteurs ayant contribué à l'augmentation du nombre de jeunes sans-abri.

Pour les jeunes, un facteur déterminant est la séparation d'avec leur famille pour des raisons de conflit ou d'agressions physiques, psychologiques ou sexuelles.

Beaucoup ont été élevés dans des familles d'accueil, ont des problèmes de santé mentale ou souffrent de toxicomanie. Un certain nombre de jeunes sont aussi aux prises avec des questions d'orientation sexuelle. Les causes les plus souvent mentionnées, toutefois, demeurent liées à famille.

« Bon nombre d'entre eux n'ont pas le choix. Il est hors de question qu'ils retournent à la maison. »

Le directeur du refuge administré par le BSJ

Le chemin pour sortir de l'itinérance n'est pas rectiligne : une combinaison judicieuse de services, de politiques du logement et de gestes personnels est nécessaire pour arriver à conserver un logement à long terme. Quelques jeunes peuvent avoir besoin de services continus de soutien au logement.

Ce soutien leur est offert par les centres de jour, les refuges d'urgence et les logements avec service de soutien. Le but est d'offrir aux jeunes l'occasion d'établir des relations sociales saines, de développer leurs capacités d'adaptation et un sentiment de sécurité qui leur permettra de conserver un logement stable et d'acquérir leur autonomie.

Services et halte accueil du BSJ au centre-ville

En 2005, la halte du 147 rue Besserer a accueilli 865 jeunes sans-abri qui vivaient dans des logements temporaires ou dans la rue – pour un total de 18 973 visites. Ces jeunes y trouvent des services gratuits de première importance tels que : counseling en situation de crise, ateliers, services de soutien au logement, programmes d'emploi, prévention du VIH/SIDA, éducation, services médicaux et soins de santé.

Le Bureau des services à la jeunesse d'Ottawa s'adresse aux jeunes de 12 ans et plus. L'accent est mis sur les jeunes aux prises avec des difficultés qui affectent leur bien-être physique ou psychologique et leur développement. Le but est de les aider à prendre de bonnes décisions en ce qui a trait à leur santé et à leur style de vie.

Pour plus d'information, contactez le BSJ au **729-1000**

<u>Les problèmes les plus pressants auxquels sont confrontés les jeunes dans la rue</u>	<u>Les facteurs qui risquent de mener à l'itinérance</u>
<p>Insuffisance des prestations d'aide sociale pour couvrir le coût de la vie.</p> <p>Inaccessibilité des logements abordables.</p> <p>Manque de soutien de la part d'organismes.</p> <p>Lacunes importantes au niveau des services de soutien offert par la collectivité pour aider les jeunes à développer les compétences leur permettant d'être autonomes.</p>	<p>Conflit au sein de la famille</p> <p>Manque de ressources au niveau de la famille</p> <p>Problèmes de santé mentale</p> <p>Toxicomanie</p> <p>Antécédents de placements hors de la famille</p> <p>Antécédents de mauvais traitements ou de négligence</p>

Un nouveau modèle de refuge pour les jeunes

Les refuges existants

Depuis dix ans, deux refuges accueillent les jeunes dans la ville d'Ottawa : le refuge pour jeunes femmes du Bureau des services à la jeunesse (BSJ) et le refuge pour jeunes hommes administré par l'Armée du Salut. Les jeunes de 12 à 20 ans y trouvent un refuge d'urgence à court terme, de même qu'une multitude de services, dont ceux de counseling et de représentation.



Le nouveau centre d'hébergement pour jeunes femmes ouvrira ce printemps

Le nouveau modèle: de refuge d'urgence à logement de transition

Le Bureau des services à la jeunesse (BSJ) propose un nouveau modèle pour deux nouveaux refuges pour jeunes femmes et jeunes hommes. Dans deux endroits distincts, 30 jeunes hommes et 30 jeunes femmes auront la possibilité de passer d'un refuge d'urgence à un logement de transition sûr, avec le soutien d'un personnel professionnel qui les aidera à affronter les différents problèmes auxquels ils doivent faire face.

Ensemble, les deux installations comprendront:

- § 24 unités de logement d'urgence offrant aux jeunes de l'hébergement à court terme avec un lit dans chacun.
- § 24 studios servant de logement de transition.
- § 12 unités d'une chambre pourront accueillir le trop-plein du refuge ou servir de logement de transition.
- § Une programmation adaptée aux besoins de chacun des jeunes pour les aider à développer, dans un environnement sûr et pendant une période allant jusqu'à un an, les capacités qui leur permettront d'acquérir leur autonomie, c'est-à-dire des habiletés fondamentales et un fonctionnement social adéquat, avec le soutien de leurs pairs.

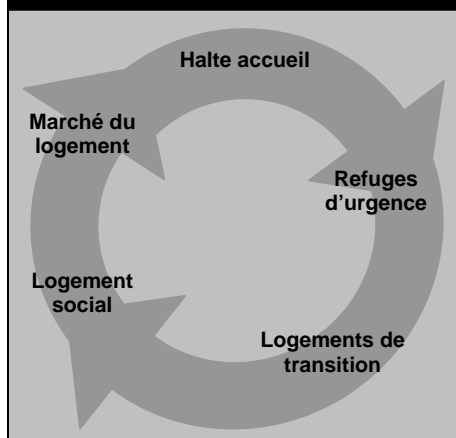
Program Goals

- § Augmenter les chances de réinsertion de ces jeunes dans la collectivité.
- § Réduire la durée des séjours dans un refuge en aidant les jeunes à acquérir leur autonomie, diminuant par le fait même le risque de les retrouver dans le système de refuges pour adultes.

Les installations peuvent être converties en logements indépendants si le besoin de refuges venait à diminuer. Le capital d'investissement est assuré par l'Initiative nationale pour les sans-abri (« IPSC »), et le financement d'exploitation, par la province de l'Ontario et la ville d'Ottawa.

Le nouveau centre d'hébergement pour jeunes femmes ouvrira ses portes ce printemps, et le Programme de refuge d'urgence et de logement de transition pour jeunes hommes est présentement en construction et devrait accueillir ses premiers clients à l'automne 2006.

Un continuum de services de soutien au logement



En 2005, plus de 200 jeunes femmes ont séjourné dans le refuge d'urgence actuel pour jeunes femmes (Young Women's Shelter)

- § Comme le refuge ne refuse personne, le taux d'occupation est toujours très élevé.
- § Depuis 1995, le refuge a offert des services à plus de 1 300 jeunes femmes.
- § Le refuge peut héberger 12 jeunes femmes, et 2 matelas peuvent être ajoutés au besoin.
- § Le personnel du refuge offre des services de counseling, d'intervention en situation de crise, d'aiguillage vers un logement approprié et de réinsertion dans la collectivité.

Logement sans but lucratif

Le Bureau des services à la jeunesse administre, par l'entremise de son programme de logement sans but lucratif, trois immeubles d'appartements subventionnés destinés aux jeunes adultes âgés de 16 à 21 ans qui, à un moment ou à un autre, étaient sans-abri ou n'étaient pas convenablement logés. Cela comprend 7 studios, 45 unités d'une chambre à coucher et 13 unités de deux chambres à coucher réservées aux familles monoparentales.

Les appartements sont assignés selon les priorités et les besoins, et le programme est exempt de tout parti pris, c'est-à-dire que tous les jeunes y trouvent respect et protection peu importe le milieu d'où ils viennent. Le programme est dirigé vers les jeunes adultes autonomes engagés activement dans la réalisation de leurs objectifs personnels. Les immeubles offrent de plus un programme d'halte accueil qui dispense des services en matière d'habiletés fondamentales et de soutien en période de crise.

Ce qu'il en coûte pour avoir son chez-soi

Pourcentage du revenu consacré au loyer selon les sources de revenu mensuel à Ottawa, en 2005

Locataire	Loyer mensuel moyen (octobre 2005)	Ontario au travail ¹ (OT)	Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées ² (POSPH)	Sécurité du revenu pour personnes âgées ³ (SV & SRG)	Salaire minimum ⁴ @ 40 heures par semaine	Revenu de l'AE ⁵ (pour un salaire de 30 000 \$)
1 personne dans une chambre	450 \$	84%	47%	36%	35%	33%
1 personne dans un studio	623 \$	116%	65%	51%	48%	45%
1 personne dans un 1 ch. à coucher	762 \$	142%	79%	62%	59%	55%
1 parent, 1 enfant dans un 1 ch. à coucher	762 \$	77%	52%	–	59%	55%
1 parent, 2 enfants dans un 2 ch. à coucher	920 \$	93%	54%	–	71%	67%
2 personnes âgées dans un 1 ch. à coucher	762 \$	–	–	41%	–	

¹ Ontario au travail (OT) = 536 \$ pour une personne seule, 987 \$ pour 1 parent & 1 enfant, 1161 \$ pour 1 parent & 2 enfants, montants en vigueur au mois de mars 2005

² Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées (POSPH) = 959 \$ pour une personne seule, 1468 \$ pour 1 parent & 1 enfant, 1690 \$ pour 1 parent & 2 enfants, montants en vigueur au mois de mars 2005

³ Sécurité du revenu pour personnes âgées (SV + SRG) = 1233 \$ pour une personne seule et 1868 \$ pour un couple

⁴ Salaire minimum @ 40 heures/semaine = 1291 \$ (salaire en Ontario au 1^{er} février 2005)

⁵ Revenu de l'AE pour un salaire de 30 000 \$ = 1375 \$

Le logement abordable

Selon la Société canadienne d'hypothèques et de logement, un « logement abordable » est celui auquel vous ne consacrez pas 30 % ou plus de votre revenu avant impôt. Un loyer plus élevé représente un fardeau pour les personnes et les familles qui risquent d'avoir de la difficulté à assumer toutes les dépenses de la vie courante (loyer, nourriture, médicaments en vente libre, transport, vêtements, etc.).

« Revenu minimal nécessaire pour se loger »

Selon l'Association canadienne d'habitation et de rénovation urbaine (ACHRU), la ville d'Ottawa possède l'un des marchés locatifs les plus chers au pays. L'ACHRU a calculé le « Revenu minimal nécessaire pour se loger » pour différentes unités de logement, en se basant sur les données de l'analyse du marché locatif menée par la Société canadienne d'hypothèques et de logement. Les calculs sont faits pour un travailleur à temps plein (40 heures par semaine pendant 52 semaines) qui consacre 30 % de son revenu au loyer.

Un locataire doit gagner 12,08 \$ de l'heure pour louer un studio à Ottawa, 14,65 \$ pour un appartement d'une chambre à coucher, 17,69 \$ pour un deux chambres et 21,44 \$ pour un trois chambres.

Le salaire minimum en Ontario est présentement de 7,45 \$, ce qui veut dire qu'il faut au moins deux personnes gagnant ce salaire pour arriver à payer un appartement d'une chambre à coucher. Souvent, les plus bas salariés ne travaillent pas à temps plein, ce qui rend encore plus difficile l'accès au marché locatif. Source : *Minimum Housing Wage - A New Way to Think About Rental Housing Affordability*, Steve Pomeroy, Focus Consulting pour l'Association canadienne d'habitation et de rénovation urbaine, Ottawa, janvier 2006.

Taux d'inoccupation et coût moyen des loyers :

selon la SCHL, le taux d'inoccupation des logements à Ottawa est passé de 3,9 pour cent à 3,3 pour cent, en 2005. L'augmentation de l'emploi chez les jeunes semble être une des raisons de cette baisse. Le coût des loyers a très peu changé au cours de la même période.

Le loyer d'un studio était le même qu'en 2004, alors que celui d'un appartement de une, deux et trois chambres à coucher avait baissé de neuf, 20 et 31 dollars par mois, respectivement. Les loyers moyens à Ottawa en octobre 2005 étaient de 623 \$ pour un studio, 762 \$ pour un appartement d'une chambre à coucher, 920 \$ pour un deux chambres et 1 056 \$ pour un trois chambres ou plus. Source : *Rapport sur le marché locatif à Ottawa*, SCHL, Ottawa, décembre 2005.

Maison de chambres: Les maisons de chambres offrent une solution de logement abordable aux personnes à faible revenu. Il y a environ 200 maisons de chambres autorisées dans la ville d'Ottawa offrant en moyenne dix chambres chacune.

Le logement abordable et appropriée

Les unités de logement social

Il y a 22 400 unités de « logement social » à Ottawa, et elles ont toutes été construites avec l'aide du gouvernement avant 1995. Le Registre de logement social d'Ottawa y donne accès.

- § Plus de 56 organismes sans but lucratif indépendants (le plus important étant la Société de logement communautaire) oeuvrent sous législation provinciale et sont financés par l'entremise de programmes administrés par la Ville d'Ottawa.
- § Les unités accueillent des ménages à faible revenu qui éprouvent de la difficulté à louer un logement sur le marché libre.
- § Ces ménages consacrent 30 pour cent de leur revenu à un loyer « proportionné au revenu ».

Action Ottawa

Action Ottawa est un programme de création de logements abordables subventionnés par le gouvernement. La plupart des projets sont pour des communautés à revenu mixte.

Environ 60 % des unités sont destinées aux ménages à faible revenu inscrits au Registre de logement social d'Ottawa et 40 % accueillent des ménages ayant un revenu modéré – les loyers ne dépassent pas le loyer moyen du marché de la SCHL.

- § Depuis 2000, Action Ottawa et l'Initiative nationale pour les sans-abri (« IPAC ») se sont unis pour financer la construction d'un total de 441 unités de logement (16 en 2000, 61 en 2001, 147 en 2002, 100 en 2003 et 32 en 2004).
- § En 2005, 85 unités ont été créées et des fonds ont été octroyés pour la création de 420 unités de plus.



La Blue Heron Co-op, la première en 10 ans, accueille une population à revenu mixte dans l'Ouest de la ville.

- § Les projets d'Action Ottawa sont rendus possibles en combinant des subventions fédérales (y compris des fonds provenant de l'Initiative nationale pour les sans-abri) et des subventions provinciales et grâce aux réductions des taxes foncières municipales et des coûts de développement.
- § Les promoteurs de sociétés privées et sans but lucratif sont invités à créer des partenariats avec les organismes qui offrent du soutien au logement.

Logement abordable pour personnes souffrant de problèmes de santé mentale

L'Association canadienne pour la santé mentale (ACSM) administre des unités de logement avec supplément au loyer pour les personnes souffrant de problèmes de santé mentale grâce à des subventions provenant du Ministère de la santé et des Soins de longue durée.

Ces unités peuvent être situées dans des établissements locatifs privés ou faire partie de projets sans but lucratif. Les locataires de ces unités bénéficient du soutien des travailleurs de l'ACSM.

Programme de logement avec service de soutien

Les programmes de logement avec service de soutien permettent aux gens d'obtenir des services de counseling et de soutien là où ils vivent. Les loyers sont proportionnés aux revenus (ceux qui reçoivent de l'aide sociale paient un loyer proportionné à la partie hébergement de leur prestation).

- § Il y avait 670 unités de logement avec service de soutien à Ottawa, en 2005, administrées par douze organismes.
- § Près de 2 200 personnes sont en attente d'un logement avec service de soutien.

Les appartements dans les maisons privées

Les appartements dans les maisons privées augmentent le nombre de logements abordables. Depuis septembre 2005, les propriétaires peuvent obtenir un permis de construction pour créer un appartement à n'importe quel étage de leur maison, y compris au sous-sol, en dépit du zonage en vigueur, en autant que cela n'augmente pas la « surface » de l'édifice.

Cette initiative de densification, qui a connu du succès dans d'autres villes canadiennes, pourrait permettre la création de 208 000 unités d'habitation dans la région urbaine d'Ottawa.



Le projet d'habitation de la CCOC sur Richmond Road qui s'est mérité un prix en 2005

Les haltes accueil – un abri sûr pendant la journée



« Entrez et venez nous rencontrer. Les gens sont parfois mal à l'aise devant ces femmes, mais il y a beaucoup de camaraderie ici. »

Membre du personnel de
The Well/La Source

Quel est un programme de haltes accueil?

Des groupes religieux et des organismes sans but lucratif administrent un réseau de centres de jours ou de haltes accueil subventionnés par la Ville d'Ottawa. Ces centres offrent aux personnes itinérantes ou à risque de le devenir des repas et d'autres services de même qu'un endroit d'où elles peuvent :

- § Joindre des employeurs ou des administrateurs de programmes qui pourraient les aider à retrouver un logement stable.
- § Être jointes par des proches et des amis, les services médicaux, etc.

Haltes accueil

- § Programmes de repas
- § Douches et buanderie
- § Aliments de dépannage
- § Vêtements
- § Accès à des ordinateurs
- § Services de counseling et de soutien
- § Habilités fondamentales et ateliers variés
- § Activités sociales

Il y a eu plus de 400 000 visites distinctes dans les centres de jour et les haltes accueil en 2005, une augmentation comparativement aux 375 000 de 2004.

Les trois programmes décrits ici s'adressent aux femmes.

The Well / La Source

En activité depuis le début des années 1980, La Source a connu une croissance importante au cours des dernières années et est maintenant abritée dans des locaux fraîchement rénovés de l'église *St. John the Evangelist*. Une moyenne de 138 femmes et enfants la visitent chaque jour.

Les femmes sans-abri ou à risque de le devenir souffrent par-dessus tout de solitude et d'isolement. La Source leur offre un endroit accueillant où elles peuvent se détendre et recréer un réseau de soutien, obtenir de l'information et s'inscrire à des programmes tels que le Programme en 12 étapes (*12 Step program*). À La Source, la programmation est orientée vers les participantes et, en retour, bon nombre d'entre elles se portent bénévoles pour les tâches journalières.

Janet McInnis, qui travaille à La Source, souligne que le travail qui se fait là-bas a pour but de « *redonner aux femmes leur pouvoir* ». Le personnel, les bénévoles, les participantes - tout le monde travaille en collaboration pour offrir aux femmes les ressources, les compétences et les outils dont elles ont besoin pour acquérir leur autonomie.

Tout cela ne peut se faire sans le soutien de la collectivité. Ainsi, en plus des dons, M^{me} McInnis aimerait que les membres de la communauté démontrent plus d'acceptation et s'impliquent davantage. *Pour de plus amples renseignements, contactez The Well/La Source au (613) 594-8861 ou à janet@the-well.ca.*

Centre espoir Sophie

Au Centre espoir Sophie, les femmes viennent de milieux très différents – certaines sont jeunes, d'autres plus âgées, certaines viennent d'arriver au Canada alors que d'autres sont nées à Ottawa. Il y a des mères célibataires et d'autres qui n'ont pas d'enfants ou qui ont perdu la garde de ceux qu'elles avaient; certaines vivent dans des refuges, d'autres paient un loyer. Il a des prestataires d'aide sociale et d'autres qui travaillent pour un maigre salaire; certaines ont un diplôme universitaire alors que d'autres sont illettrées. La plupart souffrent de maladies physiques ou mentales. La plupart ont également été victimes de violence ou de mauvais traitements et ont donc coupé les ponts avec leur famille. Toutes vivent dans la pauvreté.



Le Centre espoir Sophie est le seul centre de jour francophone à Ottawa. Il aide de nombreuses femmes francophones à s'intégrer au reste de la société. Les femmes y trouvent un accueil chaleureux et peuvent obtenir des conseils et des renseignements sur les ressources dont elles ont besoin, dans un environnement adapté à leur langue et à leur culture. Le Centre est également ouvert certains soirs.

Les subventions de fonctionnement sont constamment à renouveler ce qui représente un défi, mais sans le Centre Espoir Sophie, les femmes francophones sans-abri ou à risque de le devenir n'auraient aucun endroit où se retrouver dans le calme et en toute sécurité. *Pour de plus amples renseignements, contactez le Centre espoir Sophie au (613) 789-5119 ou à centreespoirsophie@bellnet.ca*

Les femmes et l'itinérance



Le St. Joe's Women's Centre

Le Centre St-Joe's a vu le jour il y a vingt-deux ans pour aider les femmes vivant dans un refuge temporaire de la basse ville d'Ottawa. Aujourd'hui, le centre continue d'offrir aux femmes sans abri ou qui souffrent d'isolement un endroit où elles peuvent se réfugier avec leurs enfants pendant la journée. St.Joe's est fier d'être un asile temporaire sûr qui aide les femmes à s'épanouir.

La directrice, Marsha Wilson, est heureuse de tous les services qu'offre le centre pour répondre aux besoins des femmes itinérantes ou à risque de le devenir. Lorsque ses ressources le lui permettent, le centre offre des soins infirmiers, des services sociaux et de l'aide juridique. Il présente également une programmation adaptée aux enfants. Il est nécessaire d'offrir une gamme de services pour répondre aux besoins variés des visiteurs. Une année, on a compté 26 ethnies différentes représentées au centre lors de la Journée internationale des femmes.

M^{me} Wilson note toutefois certaines lacunes dans les services. Les femmes devraient avoir l'occasion de travailler pour augmenter leur estime de soi et développer leurs habiletés. Le centre aimerait également offrir

des services le soir afin de mieux desservir les petits salariés de la ville d'Ottawa.

Malgré tout, le centre est reconnaissant envers ses partenaires et apprécie les liens qu'il a tissés avec les réseaux et les autres organismes communautaires. Tout cela vient renforcer les services offerts à St.Joe's et crée un front uni pour s'attaquer à l'itinérance chez les femmes. *Pour de plus amples renseignements, contactez le St. Joe's Women's Centre au (613) 231-6722 ou à sjwomensctr@hotmail.com.*



Le Oshki Kizis Lodge est un refuge d'urgence de 19 lits qui accueille surtout des femmes autochtones sans-abri et leurs enfants qui bien souvent fuient la violence conjugale. Oshki Kizis fait partie du Aboriginal Women's Support Centre/Minwaashin Lodge et offre des services adaptés à la culture autochtone.



L'histoire d'une femme

J'ai 55 ans. Je vis dans un logement avec service de soutien. J'ai quitté la maison familiale à l'âge de 18 ans et j'ai obtenu un baccalauréat de l'Université Concordia. On a découvert que je souffrais de schizophrénie paranoïde, mais je ne voulais pas me retrouver en institution. À l'époque, il n'y avait pas beaucoup d'endroits très accueillants pour les personnes souffrant de schizophrénie. J'ai connu l'itinérance pendant des années et des années, dix ans, peut-être même 20. Je louais des logements à court terme. Mais ça ne durait jamais, alors je déménageais d'un endroit à l'autre. Quand vous n'avez pas de logement stable, c'est difficile de prendre vos médicaments et d'avoir une certaine stabilité dans votre vie. C'était difficile vous savez. Il fallait que je m'arrange pour survivre. Et j'ai survécu. C'est presque un miracle si je suis en vie. J'aime mon logement actuel. J'ai ma propre chambre avec une porte qui ferme à clé. La vie privée, c'est important. Il faut avoir un endroit où l'on peut trouver la paix et la tranquillité. J'obtiens beaucoup de soutien de la part du travailleur de l'ACSM qui s'occupe de moi et de la part du personnel qui travaille ici. J'obtiens aussi de l'aide du POSPH, mais c'est difficile de travailler à temps partiel parce que si vous faites plus de 160 \$ par mois, ils commencent à couper dans vos prestations. Je donne parfois bénévolement des cours d'art, et ce qui m'a beaucoup aidé, c'est de faire des ateliers d'art et d'organiser beaucoup de spectacles. La qualité de vie c'est important. Je crois que la société doit trouver des façons plus humaines d'aider des gens qui ont des problèmes. Il faut comprendre quels sont les problèmes et les besoins de chacun.

Logement et santé

Le programme de vérification du logement du CHEO

Le logement est un facteur déterminant de la santé. La santé physique et psychologique et le bien-être général des enfants et des adolescents sont affectés par les conditions dans lesquelles ils vivent. Un loyer trop élevé signifie moins d'argent à dépenser pour l'alimentation. Un logement qui a besoin de réparations peut occasionner des blessures. Les enfants qui vivent dans un logement surpeuplé sont davantage exposés aux maladies infectieuses et peuvent avoir de moins bons résultats scolaires. L'instabilité du logement empêche les enfants et les adolescents de créer des liens dans la collectivité.

Les conditions de logement ont des répercussions sur les familles d'Ottawa

En avril 2005, le CHEO menait une enquête auprès des jeunes et des familles des enfants qui étaient passés par l'urgence du Centre hospitalier pour enfants de l'Est de l'Ontario afin de mieux connaître les besoins en matière de logement des enfants et des jeunes soignés dans son département d'urgence.

Au total, 1 360 questionnaires ont été remplis (25 % des patients inscrits à l'urgence). Les résultats montrent qu'un nombre significatif d'enfants et d'adolescents et leur famille risquent l'itinérance.

Les résultats de l'enquête

§ 33% des ménages consacraient plus de 50 % de leur revenu au loyer, ce qui place ces familles à risque de connaître l'itinérance. *(Selon la SCHL, les ménages qui consacrent 50 % ou plus de leur revenu pour avoir un logement adéquat, convenable et abordable ont de « graves problèmes d'abordabilité ».)*

§ 17% des familles pensaient que leur logement ou leur voisinage n'était pas entièrement sûr.

§ 9% des familles vivaient dans des logements surpeuplés.

§ 8% des familles vivaient dans des logements ayant besoins de rénovations majeures.

§ 7% des enfants et des adolescents avaient séjournés chez des amis ou des proches parce qu'ils n'avaient aucun autre endroit où aller.

Les étapes suivantes L'Initiative « logements sains = enfants sains » d'Ottawa (*Ottawa Child/Youth Housing Advocacy Initiative*) est le fruit d'un partenariat entre le secteur de la santé et les experts en logement. Elle vise à élaborer, à partir des résultats de l'enquête, un plan d'action qui permettra d'améliorer la qualité du logement et la santé des enfants, des adolescents ainsi que de leur famille dans la ville d'Ottawa.

Réseau de prévention de perte de logement

Le Réseau de prévention de perte de logement est l'un des nombreux programmes mis en place pour aider les gens à conserver leur logement. Il est le résultat d'un partenariat entre six organismes – trois centres de santé communautaire, un centre de ressources communautaires, Action logement et Aide logement qui unissent leurs efforts pour offrir une gamme complète de services de soutien au logement aux personnes et aux familles qui risquent l'itinérance, grâce à la participation financière des gouvernements fédéral et provincial, par l'entremise de la Ville d'Ottawa.

Récemment, le mandat du Réseau a été élargi pour inclure le dépistage et les stratégies d'intervention précoce. Cela comprend : soutien et éducation pour les locataires, travail de proximité et ateliers dans la collectivité, services d'aiguillage vers les programmes et les services offerts dans la collectivité, projets conjoints et collaboration avec les locataires de logements privés et de logements sociaux, et activités de formation pour les fournisseurs de services.

Un peu de prévention peut faire toute la différence *

§ 2537 ménages, donc plus de 5800 personnes, ont reçu de l'aide en 2005.

§ 80% de ces ménages ont conservé leur logement.

**Ces données n'incluent que les personnes qui ont reçu de l'aide par l'entremise de ce programme et ne rendent pas compte de tout le travail de prévention qui s'est fait dans la ville d'Ottawa.*

Le Réseau de prévention de perte de logement reconnaît que trois facteurs clés peuvent aider à réduire le nombre de personnes qui vivent une crise du logement : (1) un revenu suffisant, (2) un plus grand nombre de logements abordables, (3) la révision de la Loi sur la protection des locataires.

Familles à risque

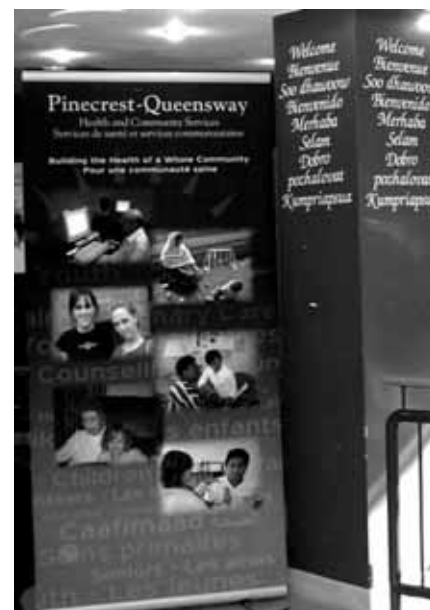
§ 71% des familles qui vivent dans des unités locatives disent avoir eu de la difficulté à trouver un logement abordable.

§ 21% des familles monoparentales avaient dû chercher refuge à un moment ou à un autre dans un centre d'hébergement ou chez des membres de la famille ou des amis parce qu'elles n'avaient pas d'autre endroit où aller.

§ 21% des familles immigrantes ou réfugiées vivaient dans des logements surpeuplés.

§ Plus de la moitié des familles participant à l'enquête vivaient dans des logements surpeuplés ou qui avaient besoin de rénovations majeures ou consacraient plus de 50 % de leur revenu au logement.

Services de prévention d'éviction au *Pinecrest-Queensway Health and Community Services*



Faire une différence

Solutions | Recherche

Itinérance, logement et réduction des dommages : un logement stable pour les sans-abri qui ont des problèmes de toxicomanie

Par Deborah Kraus, Luba Serge, Michael Goldberg et le Social Planning and Research Council de C-B. Financé par la SCHL et le Secrétariat national pour les sans-abri.

Cette étude se penche sur les programmes innovateurs en matière de logement et de services aux personnes itinérantes ou à risque de le devenir qui ont des problèmes de toxicomanie (dépendance aux drogues, à l'alcool ou à d'autres substances). L'équipe chargée de la recherche a procédé à une analyse documentaire et a retenu 13 initiatives en cours au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni. Elle a également rencontré 33 personnes qui vivaient (ou avaient vécu) dans un logement administré par les organismes retenus pour l'étude ou qui recevaient des services de ces organismes.

Tous les projets adhéraient à une philosophie de réduction des dommages, c'est-à-dire qu'ils avaient une approche qui vise à réduire les risques et les dommages associés à la toxicomanie et à la dépendance pour la personne, la collectivité et la société dans son ensemble sans exiger l'abstinence. Le rapport fait la distinction entre les approches qui ne font que « tolérer la consommation de substances » et celles qui visent « la réduction des dommages » en encourageant la participation active des toxicomanes.

Un certain nombre de ces initiatives accordaient également « priorité au logement », c'est-à-dire qu'elles visaient à fournir un logement permanent et indépendant aux sans-abri. Le principe sous-jacent à ces initiatives est que les clients reçoivent les services individuels et le soutien dont ils ont besoin pour conserver leur logement. Le logement est perçu d'abord comme un endroit pour vivre et non pour recevoir des traitements.

Les programmes étudiés semblent réussir à répondre aux besoins des sans-abri qui ont des problèmes de toxicomanie. Tous les informateurs clés au sein des organismes ont souligné que leurs clients avaient évolué de façon positive depuis qu'ils participaient au projet. Ils avaient un logement stable, contrôlaient mieux leur toxicomanie, étaient en meilleure santé physique et mentale, et avaient de meilleurs revenus.

Presque tous les informateurs reconnaissaient que fournir un logement – un endroit où habiter – était le service le plus efficace offert par leur organisme. Le sentiment de sécurité que cela générerait chez leurs clients leur permettait de commencer à réduire leur consommation de substances, de nouer des amitiés et de créer des liens dans la collectivité. Les participants aux programmes ont aussi souligné que le soutien offert par l'organisme avait transformé leur vie.

L'étude conclut que l'expression « difficile à loger » devrait être bannie de notre vocabulaire puisque ces initiatives ont démontré que les sans-abri, même s'ils ont des besoins complexes et vivent dans la rue depuis longtemps, peuvent être logés avec succès dans un logement permanent lorsqu'on leur offre le soutien dont ils ont besoin et qu'ils veulent bien recevoir. Si des solutions ont pu être trouvées pour mettre fin à l'itinérance chez cette clientèle, alors les éléments clés qui différencient les organismes étudiés, tels que la priorité accordée au logement et l'approche centrée sur le client, peuvent être appliqués pour mettre fin à l'itinérance pour d'autres personnes qui n'ont pas d'endroit où vivre.



Programme de réduction des dommages chez les Bergers de l'espoir

Causeway – un pont vers le marché du travail

Causeway est un organisme communautaire de la région d'Ottawa qui prépare les sans-abri ou les personnes à risque de le devenir, et particulièrement celles qui souffrent de maladies ou de handicaps, pour le marché du travail. Dans ses spacieuses installations de l'Ouest de la ville, Causeway offre :

- § Accompagnement individuel pour mettre à jour les compétences en informatique
- § Programmes de recherche d'emploi
- § Programmes de préparation à l'emploi pour les jeunes, et
- § Emploi supervisé pour aider les personnes qui n'ont jamais travaillé.

Causeway administre également des « entreprises à caractère social », une expression qui désigne tout organisme offrant un service du secteur commercial tout en répondant à un besoin sur le plan social. Une entreprise à caractère social pourrait, par exemple, fournir de la main d'œuvre occasionnelle aux personnes âgées pour le déneigement ou l'entretien du terrain ou de la maison.

Krackers Katering

Une des ces entreprises à caractère social administrée par Causeway est *Krackers Katering* qui offre des services de traiteur pour tout évènement, que ce soit un mariage ou une rencontre d'affaires, et qui peut adapter ses menus aux besoins particuliers, etc. Cette entreprise offre de la formation aux personnes qui souffrent de maladies mentales ou qui ont d'autres handicaps : elle emploie 10 à 15 personnes en tout temps. Un grand nombre d'organismes de la région d'Ottawa ont eu recours aux services de *Krackers Katering* pour des rencontres d'affaires ou lors d'activités sociales. Pour plus d'information, contactez *Krackers Katering* au (613) 792-4954, ou par courriel : krackers@magma.ca.

Pas d'emploi sans expérience préalable



L'histoire d'un adolescent

J'ai 21 ans et je n'ai pas complètement terminé ni ma 12^e année ni mes études à l'OAC. Je travaille en ce moment comme soudeur agréé. J'ai travaillé avec *Rideau Street Youth Enterprises*, j'ai été messenger à vélo et j'ai fait toutes sortes de petits boulots ici et là. Je travaillais à temps plein dès l'âge de douze ans. J'ai été itinérant pendant quatre ans. J'habitais chez ma mère et j'ai été mis dehors à cause de son petit ami. J'ai voyagé un peu sur le pouce pendant le reste de l'été : je revenais à Ottawa, puis je repartais. Au début, ça allait bien, c'était l'été. Mais quand l'hiver arrive, c'est une autre histoire. Tu veux juste être à l'intérieur. Quand tu commences à vivre dans la rue, c'est difficile d'en sortir parce qu'aucun propriétaire ne veut te louer de logement puisque tu n'as pas d'adresse à donner comme référence. Et puis, tu ne peux pas trouver du travail parce que tu n'as pas d'endroit pour prendre une douche et pas de réveil. Tu ne peux pas vraiment aller travailler quand ça fait des semaines que tu dors sous un pont. Je me suis inscrit au Registre du logement social, mais l'attente était de deux ans. Cela fait cinq ans et demi maintenant, et je n'ai toujours pas entendu parler d'eux. Je vis à Hull maintenant, dans une maison en rangée de trois chambres à coucher qui me coûte 580 \$ par mois. J'ai un coloco. J'ai un toit au-dessus de ma tête. Il faudrait juste que j'isole mieux les murs. Je crois que les loyers sont trop chers en Ontario. Je pense aussi que la ville devrait rendre ça plus facile de trouver à qui il faut parler, comme à un travailleur social ou à un travailleur du soutien au logement, ou quels programmes sont offerts aux sans-abri. Bien souvent, quand tu réussis enfin à parler à quelqu'un, il est déjà trop tard.

Rideau Street Youth Enterprises (RSYE)

Chaque année depuis 1993, Les jeunes de la rue Rideau, une entreprise sans but lucratif, font travailler en moyenne 100 à 130 jeunes défavorisés âgés de 16 à 24 ans. En 2005, ils ont fait affaire avec 80 nouveaux clients et donné du travail à 106 jeunes tout en les aidant à surmonter leurs difficultés personnelles, à acquérir des compétences et à gagner un peu d'argent. Les clients étaient la ville d'Ottawa, Ottawa Community Housing, des entrepreneurs du secteur privé et le gouvernement fédéral.

Parmi les programmes mis de l'avant par l'entreprise on compte : apprendre à 40 jeunes à utiliser des scies à chaîne afin d'aider au nettoyage qui a eu lieu suite à la tempête de verglas de 1998, les former à la conception de sites Web, au travail de menuiserie et pour l'industrie de l'automobile. *Pour de plus amples renseignements : Rideau Street Enterprises, 147 rue Besserer, Ottawa, ON, K1N 6A7, (613) 562-3864*



Profil de 24 participants ¹ du programme « Building Blocks », un programme de formation à différents corps de métier administré par Les jeunes de la rue Rideau	
13 obstacles à l'emploi	Jeunes
Scolarité –moins qu'une 12 ^e	75% (18)
Scolarité - moins qu'une 9 ^e année	25% (6)
Problèmes d'alphabétisation	13% (3)
Instabilité du logement	25% (6)
Impliqué dans le système judiciaire criminel	67% (16)
Parent de jeunes enfants	13% (3)
Manque de soutien parental	50% (12)
Longue implication de la Société de l'aide à l'enfance	38% (9)
Problèmes de santé mentale	46% (11)
Problèmes de toxicomanie	46% (11)
Mauvaise santé ou condition physique	46% (11)
Manque d'expérience et de compétence	67% (16)
Attitude inappropriée	71% (17)

¹En détails : âge 17-27, 22 garçons, 2 filles, 7 autochtones, et 1 minorité visible., RSYE, 2006

24 jeunes ont reçu une formation dans différents corps de métier par l'entremise des Jeunes de la rue Rideau pendant la rénovation d'un vieil édifice en 26 studios à l'intention de la clientèle itinérante de la Société John Howard d'Ottawa.

Good Day Workshop

Aux ateliers *Good Day Workshop Programs Inc* (GDW), quelques 30 participants, bénévoles et superviseurs s'affairent à la réparation et au vernissage de meubles au sein de projets qui touchent environ 1 200 clients. Les ateliers GDW offrent aux personnes souffrant de déficience mentale ou de toxicomanie un environnement sûr et le soutien de la collectivité afin qu'elles puissent travailler, socialiser et développer de nouvelles compétences, ainsi qu'obtenir éventuellement un travail régulier.

Sœur Marilyn McGrath, des *Grey Sisters of the Immaculate Conception* de Pembroke, a mis sur pied les ateliers GDW en collaboration avec le Centre de santé communautaire Côte-de-Sable et grâce à une subvention de la fondation de la Banque royale du Canada. Le Programme d'assistance technique au développement économique communautaire (PATDEC) et *CompuCorps* travaillent à mettre sur pied du cybermarketing, grâce à une subvention de contre-partie de Microsoft. *Pour de plus amples renseignements : Good Day Workshop, 211 Ave Bronson, Ottawa, ON, K1R 6H5, ou (613) 236-4979.*

Une collectivité qui inclut tout le monde

Solutions à la Recherche

Les personnes nouvellement arrivées éprouvent de grandes déceptions

Par Fran Klodawsky, Université Carleton

Les personnes immigrantes ou réfugiées sont à la recherche d'un avenir meilleur pour elles-mêmes et pour leur famille. Les immigrants se sont fait dire que leurs compétences étaient en demande pendant les mois et parfois les années qu'ont duré leurs démarches auprès des autorités canadiennes.

Les réfugiés ont fui la guerre ou la torture pour recouvrer leur liberté et leur dignité. Ils arrivent à l'improviste, sans préparation et sans période de transition.

Dans un groupe comme dans l'autre, les gens sont très déçus quand ils sont incapables de subvenir à leurs besoins ou d'utiliser leurs compétences de façon appropriée. En 2003, un rapport de Centraide Ottawa soulignait que « les personnes immigrantes nouvellement arrivées... âgées de 25 à 44 ans et détenant un diplôme universitaire ont quatre fois plus de chances d'être au chômage que les résidents qui vivent au Canada depuis 10 ans ou plus (17 % contre 4 %). »

Il n'est donc pas surprenant qu'un grand nombre de nouveaux arrivants à Ottawa aient de la difficulté à se trouver un logement. Le quart des personnes interrogées par le *Groupe d'étude sur l'itinérance à Ottawa (Panel Study on Homelessness in Ottawa)* en 2002-2003 n'étaient pas nées au Canada. Certaines étaient nouvellement arrivées au pays alors que d'autres vivaient au Canada depuis plus de 10 ans. Elles étaient tout autant immigrantes que réfugiées. Elles étaient majoritairement des femmes et la plupart de celles-ci avaient des enfants. Contrairement aux personnes nées au Canada, les immigrants et les réfugiés étaient plus nombreux à citer « les facteurs économiques » et « les conflits au sein de la famille » comme étant les causes de leur itinérance. Dans la plupart des cas, cela est lié à des lacunes lors de leur établissement au pays et au fait qu'on a été incapable de répondre à leurs besoins.

Ces données viennent s'ajouter aux autres indices qui suggèrent que les programmes d'établissement au Canada doivent être mieux coordonnés. Présentement, il y a des lacunes au niveau fédéral entre le palier où les décisions sont prises en ce qui concerne les politiques d'immigration et celui qui décide de la mise en place des services de soutien à l'établissement et à l'intégration. Le gouvernement municipal pourrait jouer un rôle important, mais n'a pas toujours les ressources nécessaires. Les organismes communautaires ont aussi leur rôle à jouer en s'assurant que les nouveaux arrivants ont accès à leurs services et en leur tendant la main pour les aider à s'intégrer à la collectivité.



HomeSafe

Le programme HomeSafe comprend une banque d'aide au loyer et d'autres services pour aider les gens à payer les services publics et leur apprendre à gérer un budget afin de leur éviter l'éviction. L'Armée du Salut administre le programme, avec une subvention du gouvernement provincial, pour éviter que les locataires à faible revenu soient évincés de leur logement et se retrouvent dans les refuges d'urgence. Les arriérés de loyer temporaires sont la raison principale pour laquelle les locataires se retrouvent sans-abri. En 2005, le programme est venu en aide à

240 ménages : 72 ont reçu une aide financière et les autres ont eu de l'aide pour gérer leur budget et ont été aiguillés vers d'autres services.

Le programme Winter Warmth

De concert avec Centraide Ottawa et des organismes tels que l'Armée du Salut, le *Winter Warmth Fund* (l'hiver au chaud) offre une aide financière aux familles et aux personnes à faible revenu qui ont de la difficulté à payer toutes leurs factures, y compris celles du chauffage d'*Enbridge Gas Distribution* ou d'Hydro Ottawa.

Les fonds proviennent d'*Enbridge Gas Distribution* et, cette année, d'Hydro Ottawa Limité. Grâce à la contribution d'Hydro, le programme *Winter Warmth* pourra maintenant aider environ 150 ménages. Les clients qui ont reçu un avis de débranchement ou qui ont été débranchés peuvent aussi être admissibles au programme.

Décembre 2004-Avril 2005

- § 63 ménages ont reçu de l'aide (49 femmes et 14 hommes)
- § Revenu mensuel moyen des ménages : 1410 \$
- § Moyenne des arrérages de loyer : 476.19 \$

Les familles et les personnes peuvent faire une demande au Winter Warmth Fund en téléphonant au Centre Booth de l'Armée du salut au (613) 241-1573.

Le Tribunal du logement de l'Ontario

Malgré une baisse des niveaux des loyers, le nombre de requêtes déposées devant le Tribunal du logement de l'Ontario demeure élevé. En 2005, le Tribunal a reçu plus de 5 700 requêtes de propriétaires qui réclamaient le paiement des loyers. Plus de 3 300 ont été résolues au moyen d'une ordonnance par défaut. Seulement 200 ont fait l'objet d'une audience.

Une banque d'aide au loyer favorise la stabilité du logement en aidant les locataires à faible revenu à éviter l'éviction

Message de l'Alliance pour mettre un terme à l'itinérance

Il faut faire de l'itinérance une priorité!

En travaillant en équipe au niveau politique, on peut mettre un terme à l'itinérance.

Mettre un terme à l'itinérance représente un sage investissement . . .

. . . des dividendes au niveau des coûts de santé, un investissement économique bien apprécié au niveau du logement, une main d'œuvre plus éduquée et mieux employée et, surtout, une collectivité plus vivante pour tous ses membres.



Vous pouvez aider

Compétences Mettez vos compétences professionnelles -- comptabilité, communications, campagne de financement, mentorat, counseling, aide juridique ou médicale – au service des organismes communautaires.

Énergie Mettez votre énergie au service des personnes itinérantes en écrivant des lettres ou en approchant les politiciens en leur nom.

Argent Utilisez votre argent pour offrir des biens matériels – passes d'autobus, cartes d'appel, chèques-cadeaux d'épicerie, jouets, etc. – aux organismes qui viennent en aide aux sans-abri.

Temps Prenez de votre temps pour faire partie de comités ou de coalitions qui cherchent à définir des stratégies pour mettre un terme à l'itinérance

Donnez Du matériel, de l'équipement ou de l'aide financière aux organismes communautaires pour qu'ils puissent continuer à être efficaces.

Informez C'est le plus important : continuez de vous tenir au courant et informez vos proches et les membres de votre collectivité!



Ce deuxième bulletin sur l'itinérance à Ottawa est produit par l'Alliance pour mettre un terme à l'itinérance, avec l'aide de Centraide/United Way Ottawa.



www.endhomelessnessottawa.ca

Tous les paliers de gouvernement doivent unir leurs efforts

Les politiques et les programmes nécessaires pour vaincre l'itinérance sont bien connus. Tout ce qui manque, c'est la volonté politique de faire de l'itinérance une priorité aux trois paliers de gouvernement.

AU NIVEAU FÉDÉRAL

Augmenter unilatéralement et de façon significative le nombre de logements sociaux et abordables ou trouver une façon de collaborer avec le gouvernement de l'Ontario pour financer le Programme de logement abordable, y compris l'allocation au logement de 1,6 billion \$ prévue au projet de Loi C-48 en 2005.

Renouveler, augmenter et rendre permanent le financement de l'Initiative nationale pour les sans-abri, y compris l'Initiative des partenariats pour le soutien à la collectivité et le Programme d'aide à la remise en état des logements, afin de soutenir les solutions au niveau local.

Augmenter les taux des prestations de l'assurance emploi et des prestations aux personnes âgées afin de les aligner sur les loyers.

AU NIVEAU PROVINCIAL

Augmenter et accélérer le financement du Programme de logement abordable et collaborer avec le gouvernement fédéral à la construction d'un nombre significatif de logements sociaux et abordables.

Augmenter le financement alloué aux logements avec service de soutien et au soutien au logement et augmenter également le financement des services aux personnes souffrant de maladies mentales et de toxicomanie.

Augmenter les prestations accordées dans le cadre du programme Ontario au travail et du Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées et augmenter le salaire minimum afin de les aligner sur les loyers.

AU NIVEAU MUNICIPAL

Continuer le travail au niveau de la prévention de l'itinérance, du soutien aux personnes itinérantes et de l'aide pour trouver et conserver un logement adéquat et accessible, tout en cherchant des solutions à long terme.

Continuer de s'assurer qu'une gamme complète de logements abordables et de services de soutien appropriés est offerte aux personnes itinérantes ou à risque de le devenir (logements avec service de soutien et soutien au logement, logement social, maisons de chambres titulaires d'un permis, logements de transition et supplément au loyer).

Continuer de donner aux gens la possibilité de sortir de l'itinérance en leur offrant de la formation et du soutien à l'emploi.